Inter-réseaux
Développement rural

2018

RAPPORT ANNUEL

L'EDITO DU PRESIDENT

S'engager auprès des populations rurales africaines dans un monde incertain

« L'ordre de la violence » qui se répand en Afrique subsaharienne affecte en premier lieu les habitants des territoires ruraux auprès desquels l'Inter-réseaux et ses membres s'engagent. Bien que la question des conflits n'y soit pas nouvelle, comme en témoigne le dossier de Grain de Sel n°31 de juin 2005, ces derniers ont des conséquences sur le monde rural, ceux qui y vivent et qui y travaillent, entraînant victimes, insécurité, migration, déstabilisation du lien social et des moyens d'existence.

Cette situation n'est pas sans incidence pour l'activité des membres de l'Inter-réseaux dont certains voient les efforts de nombreuses années de présence remis en cause dans ces zones peu accessibles et victimes de l'insécurité. Pour cela, l'association a décidé de consacrer, à l'occasion de l'assemblée générale de 2019, un nouveau cycle thématique de réflexion et d'échanges sur le développement dans les territoires ruraux en conflit, en y donnant, autant que faire se peut, la parole aux acteurs présents sur le terrain et interroger collectivement le devenir des pratiques de développement dans ce contexte.

La montée des conflits rend, plus que jamais, nécessaire la consolidation « d'espaces de confiance », d'une culture de l'échange et du dialogue et, au-delà, la production et la diffusion de connaissances objectives et équilibrées sur les enjeux du développement agricole et rural. C'est ce à quoi l'Inter-reseaux souhaite contribuer et l'année 2018 s'est traduite, dans cette perspective, comme le point de départ d'un nouveau cycle pluriannuel. Les bases sont ainsi posées pour élargir l'assemblée générale des membres de l'association dès 2019.

Après la consolidation des fondations du réseau qui avait marqué l'année 2017, l'année 2018 a vu se formaliser le contenu de la Charte qui définit l'identité collective du réseau ; le Plan d'orientation stratégique 2018-2022 de l'association et le projet triennal assurant le financement structurant de nos activités par l'Agence française de développement. L'équipe s'est enrichie de nouvelles personnes et de nouvelles compétences : dans le domaine des TIC et de la communication pour le développement, dans l'animation de réseaux pluri-acteurs. Les cycles thématiques se sont poursuivis sur de nombreux thèmes : devenir du pastoralisme, conseil agricole, secteur privé, ce dont rend compte le rapport d'activité de l'association élaboré par l'équipe technique.

En 2018, le déroulement des cycles thématiques a permis d'impliquer de nombreuses personnes, en grande partie issues des membres. Cette mutualisation des énergies a permis de mobiliser des ressources, financières en particulier, renforçant ainsi l'engagement des membres dans les missions de l'Inter-réseaux. Les cycles ont alimenté de nombreuses publications et conduit à renforcer la présence de l'Inter-reseaux sur les médias sociaux. Par cette communication accrue, plus accessible, par l'identification des structures d'enseignement agricole et rural en Afrique du nord, du centre et de l'ouest, l'idée est d'élargir la valorisation des informations produites par l'Inter-réseaux et ses membres et, à terme, d'approfondir la réflexion sur l'accès à l'information des acteurs du développement rural.

L'enjeu de l'accès à l'information est crucial pour les acteurs du développement agricole et rural africain. Il répond pour partie au risque de repli que la situation d'insécurité accroît mais permet aussi à chacun de mieux cerner les enjeux face aux informations incomplètes ou erronées, aux infox, ou fake news, qui désormais accompagnent les recherches d'informations et que de nombreux acteurs n'hésitent pas à répandre au mieux de leurs intérêts, via internet en particulier. Il faut renforcer la contribution de l'Inter-réseaux à cet enjeu tout en veillant à la consolidation du fonctionnement et de l'organisation du « commun

» qu'est l'association et son équipe technique ce qui est toujours délicat, en période de croissance, mais également de complexité accrue dans le montage des projets et leur financement..

Agir sur les agricultures et les territoires ruraux en Afrique subsaharienne concerne le devenir d'un ensemble de questions communes – insécurité alimentaire, changement climatique, migration, sécurité - suffisamment complexes pour justifier que l'on s'y engage collectivement, en Afrique comme en Europe, à partir d'une information issue des acteurs et partagée avec leurs différents partenaires. C'est ce qui fonde l'engagement de l'Inter-reseaux et de ses membres.

Je termine cette introduction en exprimant nos remerciements à celles et ceux des membres, du bureau et de l'équipe technique qui ont contribué aux productions, activités et bon fonctionnement de l'Inter-réseaux en 2018, ainsi qu'aux partenaires et proches qui nous ont soutenus.

François Doligez

SOMMAIRE

L'Inter-réseaux Développement rural 4

Que dire du contexte agricole et rural de 2018 ? 6

Faits marquants pour l'Inter-Réseaux en 2018 8

Les activités menées en 2018 10

1. Participer à renforcer les capacités des membres et partenaires 10
2. Produire de la connaissance avec les membres et partenaires 11
3. Diffuser de l'information 13

Rapport financier 16

Les membres d'Inter-réseaux Développement rural en 2018 21

Au moment de finaliser ce rapport nous apprenons le brusque décès de Jean-Jacques Boutrou. Nous souhaitons ici rappeler la mémoire de ce membre engagé qui a siégé au Conseil d'Administration de l'Inter-réseaux durant six ans. Il a beaucoup apporté à la vie du réseau et à l'animation de ses instances.

L'INTER-RESEAUX DEVELOPPEMENT RURAL

L'Inter-réseaux Développement rural, association française loi 1901, est **un lieu de débat et d'échanges sur les enjeux du développement agricole et rural en Afrique**. Il réunit un réseau d'acteurs africains et européens d'horizon divers (organisations paysannes, ONG, chercheurs, experts, partenaires techniques et financiers, décideurs) engagés sur ces questions. Sa mission est de faciliter l'action de ce réseau d'acteurs grâce au partage d'informations, la mise en débat, la capitalisation et la valorisation d'expériences terrain et le renforcement de compétences de ses membres.

Un nouveau Plan d'Orientation Stratégique

L'année 2018 marque le début d'une nouvelle phase pour l'Inter-réseaux avec son deuxième plan d'orientation stratégique (POS) pour la période 2018-2019. Il confirme la finalité et les missions de l'association. Trois axes de travail ont été définis : (i) participer à renforcer les capacités des membres et partenaires (ii) produire de la connaissance avec les membres et partenaires et (iii) diffuser de l'information. *Pour lire le POS : ici*

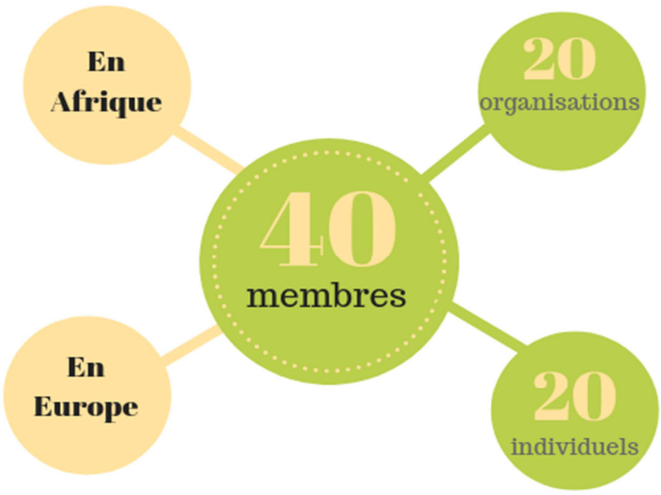
Notre histoire

L'Inter-réseaux Développement rural est né de la fusion de plusieurs réseaux thématiques sur le développement rural dont « Groupements, associations villageoises organisations paysannes » (GAO), « Recherche-Développement » et « Stratégies Alimentaires ». D'abord, rattaché à l'Adeprina (Association pour le développement et la promotion de la recherche et de l'innovation à AgroParisTech), le réseau s'est constitué en association loi 1901 en 2005 pour garantir son autonomie de décision.

Gouvernance

En 2018, l'Inter-réseaux Développement rural comptait 40 membres dont 20 organisations et 20 membres individuels. Ses orientations sont définies par l'Assemblée générale qui se réunit une fois par an. Elle définit également les sujets prioritaires sur lesquelles l'Inter-réseaux se concentre dans le cadre de ses différentes activités. 2018 a également été l'année de l'élaboration collective d'une Charte présentant les valeurs communes de l'association et des membres.

10 membres, africains et européens composent le Conseil d'administration. De plus, depuis 2013, un Comité de publication conseille le Conseil d'administration sur la stratégie de publication et la ligne éditoriale de l'Inter-réseaux Développement rural.



Membres du Conseil d'Administration
Doligez François - Pour l'IRAM - *Président*
Narh-Guiella Gifty - Pour l'Agence Corade - *Vice-Présidente*
Mees Marc - Pour SOS Faim **Belgique** - *Trésorier*
Ouattara Souleymane - Pour Jade Burkina - *Secrétaire général*
Ba Cheikh Oumar- Pour IPAR
Coulibaly Ibrahima- Pour le ROPPA
Goïta Mamadou -Pour Afrique verte Internationale
Valleur Romain - Pour AVSF
Mersadier Gilles – Collège membre individuel
Soule Bio Goura – Collège membre individuel

Membres du Comité de publication
François Doligez – IRAM – Directeur des publications
Gilles Mersadier
Gyfty Narh Agence Corade
Anne Lheriau - Fert
Jean- René Cuzon
Liora Stuhrenberg - partenaire
Marc Mees - SOS Faim Belgique
Patrick Delmas
Pauline Voufo - SAILD
Roger Blein
Sébastien Subsol
Stéven Lefaou

Une équipe présente sur les 2 continents

2018 est une année entre constance et renouvellement pour l'équipe avec des départs, des nouvelles recrues qui ont permis de consolider la présence de l'association en Afrique, de renforcer les compétences de l'association en information et communication et d'animer un cycle thématique sur le secteur privé riche en débats.

Direction – Christophe Jacqmin **Assistante de Direction** – Sylvie Lopy	
Coordinatrice des publications Liora Stuhrenberg (jusqu'en juin 2018)	**Représentant Afrique** Eric Bernard (à partir d'août 2018)
Chargée de mission *Grain de sel* Ninon Avezou	**Chargée de mission** Nadia Ouattara
Chargée de mission Secteur *Privé* Marie Hur	**Chargé de mission** Yvon Saroumi
	Assistante communication Sebatou Nabaloum
	Secrétaire comptable- Flora Tamini
	Chauffeur – Karim Sankara

QUE DIRE DU CONTEXTE AGRICOLE ET RURAL DE 2018 ?

Plusieurs faits marquants, qui témoignent de la diversité des contextes dans les différents pays d'Afrique de l'Ouest, ont pu avoir des effets pour les populations rurales d'Afrique de l'Ouest en 2018.

Une situation alimentaire générale préoccupante

Les données communiquées par le Réseau de Prévention des Crise Alimentaire (RPCA) ont révélé une situation en sévère détérioration dans plusieurs zones de la bande sahélienne. Environ 4,5 millions de personnes - dont une proportion élevée de femmes et d'enfants, de pasteurs transhumants et dans une moindre mesure d'agropasteurs - ont eu besoin d'une assistance, dont 182 000 en situation d'urgence.

Une situation agro-pastorale contrastée

Le début d'année 2018 a été critique dans tous les pays sahéliens pour les pasteurs. Un épuisement précoce et important de la biomasse fourragère et des points d'eau temporaires ont conduit à une transhumance avancée, alors que le contexte sécuritaire restait difficile. La période de soudure pastorale qui a suivie a été longue et difficile. La situation s'est heureusement améliorée en fin d'année avec des disponibilités fourragères importantes (à l'exception du Sénégal et de la Mauritanie et des taux de remplissage des points d'eau satisfaisants.

Evolution des conditions de mise en marché

Durant l'année, plusieurs évolutions sont survenues qui ont pu avoir un impact sur la commercialisation des productions agricoles. Sur les marchés à bétail, les prix des bovins et des petits ruminants ont été stables par rapport à la moyenne quinquennale avec cependant une tendance à la baisse notamment en Mauritanie et au Tchad du fait des conditions pastorales difficiles et de la faible demande. Les termes de l'échange bétail/céréales et produits de rente/céréales ont été en nette détérioration dans la région affectant le pouvoir d'achat des ménages pastoraux et agro-pastoraux et leur accès aux aliments.

Au Sénégal, le lait pasteurisé a été exonéré de TVA ce qui a permis d'améliorer la situation sur la chaîne de valeur du lait local. L'augmentation du prix aux éleveurs incite davantage à développer

la production et la structuration d'un marché pour le lait frais pasteurisé à base de lait de collecte.

La spéculation sur l'aliment bétail a été très forte dans la région. Ainsi au Sénégal par exemple le prix du sac de 50 Kg d'aliment a été multiplié par 4 sur le premier semestre. Toujours au Sénégal il a cependant été promis d'instaurer une « assurance bétail » pour permettre aux éleveurs de faire face à des crises occasionnant la perte de bétails.

Un regain d'intérêt pour le secteur de l'élevage ambigu

Outre le PRAPS (Projet d'Appui au pastoralisme au Sahel), le PEPISAO (projet Elevages et Pastoralisme intégrés et Sécurisés en Afrique de l'Ouest) et le PACBAO (Projet d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest), 2 nouveaux projets dans le secteur de l'élevage ont vu le jour, le PRIDEC (Programme Régional d'Investissement pour le Développement de l'Elevage et du Pastoralisme dans les Pays Côtiers) et le PREDIP (Programme Régional de Dialogue et d'Investissement pour le Pastoralisme et la Transhumance au Sahel et dans les pays Côtiers d'Afrique de l'Ouest).

Parallèlement, dans plusieurs pays notamment au Nigéria, au Bénin et en Côte d'ivoire, les gouvernements ont durci les conditions d'accueil des transhumants allant jusqu'à l'interdiction pure et simple de cette pratique transfrontalière dans certains états du Nigéria. Le discours public des autorités du Nigéria et du Bénin ont affirmé très fortement leur souhait d'arrêter les pratiques du pastoralisme dans leur pays.

Une Réserve régionale de sécurité alimentaire à consolider

Au cours du premier semestre, la gouvernance et l'opérationnalisation de la Réserve régionale de sécurité alimentaire (RRSA) étaient au cœur du débat politique. Il en ressort globalement qu'au stade actuel, la capacité physique de la réserve reste faible. Les modalités de l'usage des stocks régionaux restent encore à préciser afin de permettre à la RRSA d'être durable.

Situation sécuritaire dans la région

Les situations d'insécurité ont continué de marquer la région en 2018 avec

- Des actions de mouvements terroristes dans la zone transfrontalière Mali-Burkina-Niger, dans l'est du Burkina Faso et au Nigéria ainsi que dans le pourtour du lac Tchad. Ces situations induisent des migrations de populations.
- Au centre du Mali, un conflit intercommunautaire sans précédent entre les chasseurs dozo et les éleveurs peuls, a fait des victimes dans les deux communautés et 49 748 personnes ont dû se déplacer dans la Région de Mopti.

Au Cameroun, le phénomène de kidnapping des éleveurs et de leurs enfants a pris de l'ampleur entraînant des abandons d'exploitations et de bétail pour se réfugier en ville. Les vols de bétails et le banditisme se développent aussi dans d'autres pays en particulier dans les zones frontalières.

- A cela s'ajoute une forte augmentation des conflits agriculteurs–éleveurs au cours de la période en particulier à l'arrivée des troupeaux dans les pays côtiers (Bénin, Côte d'ivoire, Ghana et Togo) ainsi que dans différentes zones du Nigeria (Etat de Benue en particulier).

Les réseaux notent également le rôle important des médias dans le traitement de l'information sur les conflits agriculteurs-éleveurs et il a été noté à plusieurs reprises leur rôle dans l'aggravation des situations. Les exactions des forces de sécurité restent souvent ignorées du grand public et l'apparition de milices d'auto-défense ethniques renforce une dynamique de victimisation et de radicalisation violente.

FAITS MARQUANTS POUR L'INTER-RESEAUX EN 2018

Appui aux organisations paysannes pour la préparation de la réunion du Réseau de prévention des crises alimentaire sur le thème du pastoralisme (16-18 avril)

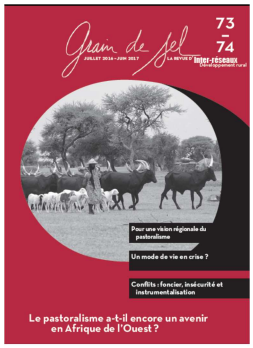
AG 2018 : des débats stratégiques (POS, Charte) et des échanges thématiques (secteur privé" et pastoralisme) Retour sur les présentations de la journée thématique : ici

Janvier

Avril

Mai

Diffusion du *Grain de sel* n°74 *Le pastoralisme a-t-il encore un avenir en Afrique de l'Ouest ?*



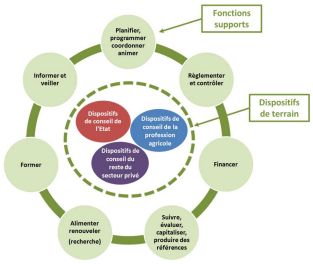
Août

Octobre

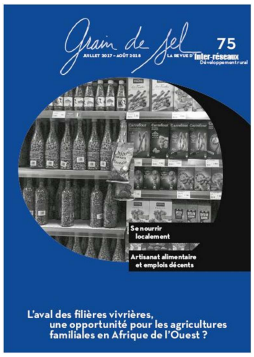
Décembre

Validation du POS 2018-2022 et finalisation de la Charte

Débat Conseil agricole à l'AFD.



Publication du *Grain de Sel* n°75 : *L'aval des filières vivrières, une opportunité pour les agricultures familiales en Afrique de l'Ouest ?*



Agroécologie : journée d'échanges sur la question du changement d'échelle à Ouagadougou

LES ACTIVITES MENEES EN 2018

Trois axes de travail constituent le nouveau Plan d'Orientation Stratégique de l'Inter-réseaux Développement rural. Quelles activités ont été réalisées pour chaque axe en 2018 ?

1. Participer à renforcer les capacités des membres et partenaires

Capitalisation organisation des marchés à bétail

Après les documents de capitalisation sur les marchés de bétail de l'Est du Burkina, du Nord-Bénin et du Ferlo au Sénégal, IR avec l'accompagnement de Jade Productions a finalisé en 2018 deux produits pour le réseau Billital Marobee :

- un guide de capitalisation didactique à l'endroit des leaders et des techniciens du RBM pour faciliter la production de supports de capitalisation des résultats, processus et méthodes du RBM.
- une vidéo pour faciliter l'animation locale des réflexions sur les marchés à bétail et pour mener un plaidoyer politique en faveur d'un meilleur positionnement des éleveurs dans la gestion des marchés à bétail.

Cet appui est réalisé dans le cadre du projet RBM-IR financé par le programme "*Promotion de l'agriculture en Afrique de l'Ouest*" (PAFAO) du CFSI et de la Fondation de France.

Développement économique local

Dans le cadre du programme "Valorisation du potentiel agro-pastoral dans l'Est" (Valpape-Tinsuagi), IR a appuyé Corade pour la capitalisation de deux problématiques majeures du développement agro-sylvo-pastoral au Burkina: la sécurisation foncière des investissements agropastoraux publics et l'implication des acteurs des filières agro-sylvo-pastorales dans la gouvernance économique locale.

Le processus de capitalisation a été conduit en partenariat avec Jade Productions dans plusieurs communes de l'Est du Burkina avec à la clé, plusieurs produits de capitalisation écrits et audiovisuels.

Capitalisation des expériences du PAFAO

En 2018, différents travaux de capitalisations ont été conduits au Burkina et au Sénégal dans la continuité de 2017. Deux fiches d'entretien réalisés au Burkina portant, l'une sur l'expérience de warrantage développée par la Confédération paysanne du Faso (CPF) afin de faciliter les échanges commerciaux équitables, et l'autre sur l'expérience de l'Association pour une agriculture durable de Sanguié (Apad Sanguié) visant la production de semences paysannes.

En ce qui concerne les capitalisations réalisées au Sénégal, elles ont porté sur les expériences de la Plateforme des initiatives du Nord (Pinord), du Réseau des organisations des femmes productrices de la Casamance (Roprocas) et de l'Association pour le développement de Namarel (Adena). Les produits attendus de ces capitalisations sont également des fiches d'entretien dans le même format que ceux des fiches publiées en 2018. Ils seront élaborés et diffusés au cours de l'année 2019.

Note préparatoire pour la réunion du RPCA sur le pastoralisme

En 2018, lors de la réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), Inter-réseaux et le Bureau Issala ont appuyé les réseaux d'organisations paysannes (APESS et RBM) pour leur intervention sur le thème du devenir du pastoralisme au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Ils ont alors encouragé les Etats et l'ensemble des acteurs concernés à agir de façon concertée pour une vision régionale commune et intégrée de l'élevage.

2. Produire de la connaissance avec les membres et partenaires

Risques et opportunités de l'implication croissante du « Secteur privé »

En 2018, la veille, les échanges d'information et les débats entre membres et partenaires ont permis de produire sur l'implication du secteur privé dans la gouvernance alimentaire et nutritionnelle en Afrique :

- un bulletin de veille thématique (ici);
- un bulletin de synthèse ;
- un état des lieux réalisé avec le Bureau Issala pour SOS Faim Belgique et dont les premiers résultats ont été présentés et débattus lors de l'Assemblée générale de 2018.

En 2019, une note tirée de ces travaux sera éditée et diffusée.

> Les firmes multinationales et fondations philanthropiques s'impliquent de plus en plus dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle du continent africain. Forts de leur poids économique et encouragés par les pouvoirs publics, ils participent à l'élaboration des politiques publiques, influençant les structures de gouvernance et les modèles de développement. Si leur capacité à investir et transformer l'agriculture africaine est mise en avant, leur emprise sur la gouvernance agricole et alimentaire est questionnée.
>
> Bulletin de veille n°27 : *Quelle implication du secteur privé dans les politiques agricoles et alimentaire en Afrique ?* Décembre 2018

Les nouveaux enjeux du conseil agricole

Le conseil agricole est une thématique qui s'inscrit dans les réflexions d'Inter-réseaux depuis sa création en 1996. En Afrique de l'Ouest, l'offre en conseil agricole a pris des formes différentes au cours des dernières décennies. Les besoins toujours importants et les approches aujourd'hui très diversifiées ne sont pas encore en correspondance pour espérer satisfaire les demandes à la fois des producteurs, des productrices et des autres acteurs des filières. Devant ce constat il apparaissait nécessaire de faire le point sur la question à partir d'un processus de partage d'expériences. En 2018, en étroite collaboration avec plusieurs de ses membres (Afdi, AVI, AVSF, Corade, Fert, Iram) et accompagné par le Cirad et CERFrance, Inter-réseaux a animé un groupe de travail pour alimenter la « stratégie conseil agricole» de l'Agence française de développement (AFD). Une note d'orientation et 11 fiches de capitalisation ont été rédigées et restituées en décembre à l'AFD. La publication et la valorisation des travaux est prévue pour 2019.

Stocks alimentaires et marchés institutionnels alimentaires

Dans le cadre du programme de création de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire (RRSA) en Afrique de l'Ouest porté par la CEDEAO, un projet visant l'organisation d'une campagne d'information adressée aux producteurs et entreprises de transformation est mis en œuvre pour le compte de l'Agence régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (Araa) par un consortium composé d'Oxfam, Afrique Verte Internationale, Jade Productions et Inter-réseaux. Quatre produits d'informations et de connaissances ont été diffusés sur le site du projet puis relayés sur le site internet d'inter-réseaux :

- un bulletin de synthèse (BDS N°26, juin 2018) portant sur les évolutions des marchés institutionnels alimentaires et leurs contributions aux questions de développement. Un accent particulier a été mis sur l'utilisation des marchés institutionnels pour la constitution des stocks de sécurité alimentaire ;
- deux bulletins d'informations (le N°1 publié en Juin et le N°2 en Décembre) portant sur les marchés institutionnels et sur les activités réalisées dans le cadre du projet de campagne d'information ;
- un document de capitalisation (disponible ici) portant sur la participation des organisations de producteurs aux marchés institutionnels avec pour focus les expériences de l'Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina

(UNPCB) dans l'approvisionnement de la Réserve Régionale de la CEDEAO.

Par ailleurs, Inter-réseaux a participé à l'atelier sur la définition d'une stratégie nationale de passage à l'échelle pour les commandes publiques au Burkina Faso. Organisé à Ouagadougou en octobre 2018 par l'ONG Acting for Life et ses partenaires, il a été l'occasion pour Inter-réseaux de présenter les principaux enseignements tirés des produits de connaissances développés dans le projet.

Filets sociaux / Protection sociale

Les activités conduites par Inter-réseaux portant sur les filets sociaux s'inscrivent dans le cadre du Projet de Normalisation des filets sociaux de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest (Projet NFSSA) mis en œuvre par Oxfam en partenariat avec Inter-réseaux, et financé par la CEDEAO à travers l'ARAA. Ce projet vise à contribuer à la production de « standards minimums » et à l'établissement de normes régionales en matière de transferts sociaux pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. En 2018, IR a développé et diffusé quatre fiches techniques (une fiche sur chacun des trois pays couverts par le projet c'est-à-dire le Burkina Faso, le Mali et le Niger, et une fiche régionale, disponibles ici). IR a également participé à différents ateliers dont l'atelier régional de validation finale des résultats de capitalisation et d'élaboration du cadre de référence régional qui s'est tenu en Mai 2018 à Dakar.

Politiques agricoles

L'année 2018 a été marquée par une situation alimentaire et nutritionnelle préoccupante en Afrique de l'Ouest. Afin de partager des clés de compréhension quant à la récurrence des crises alimentaires dans la sous-région, Inter-réseaux a ainsi consacré un numéro de sa revue *Grain de Sel* au bilan des initiatives, notamment politiques, menées depuis 2008 pour faire face aux risques de crise alimentaire.

Inter-réseaux a également proposé un focus sur la politique agricole du Mali dans son Bulletin de synthèse n°28. Alors que dans les années 1990, le pays était considéré comme un modèle en matière de développement, décentralisation et démocratisation, son effondrement en 2012 a témoigné du relatif abandon du secteur agricole (et de l'élevage) et de ses conséquences désastreuses.

Illustration de la fiche technique régionale sur les filets sociaux

Organisations Interprofessionnelles en Afrique de l'Ouest

L'année 2018 marque la finalisation du processus de capitalisation dans le cadre d'un projet financé dans le cadre du PAFAO portant sur le rôle des organisations interprofessionnelles pour alimenter les marchés urbains. En partenariat avec un membre, le LARES, une série de produits de capitalisation ont été élaborés pour d'une part, une meilleure compréhension des interprofessions et de leur rôle dans le renforcement des filières agricoles et d'autre part, un bilan des évolutions et dynamiques marquantes autour des interprofessions en Afrique de l'Ouest depuis une dizaine d'années. Des actions de valorisation des différents produits de capitalisation se poursuivront sur les prochains mois.

Transition vers l'agro-écologie

Les récents travaux sur l'agro-écologie ont mis en exergue que la question du changement d'échelle était l'un des principaux éléments au cœur des débats. C'est pourquoi Inter-réseaux a organisé un atelier d'échanges à Ouagadougou (Burkina Faso) avec plusieurs membres et partenaires impliqués sur l'agroécologie. Ont été constatées des avancées au niveau des politiques agricoles, de la recherche et de l'organisation des marchés pour les produits issus de l'agroécologie. Suite à cet atelier, des collaborations entre Inter-réseaux

et des membres et/ou partenaires autour d'appels à projet sur l'agroécologie ont émergé. Elles permettront à Inter-réseaux s'ils aboutissent, de poursuivre son implication autour de cette thématique sur les prochains mois.

Jeunes ruraux

L'année 2018 a été marquée au niveau sous-régional par le processus d'élaboration d'une stratégie pour l'employabilité des jeunes dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique. Dans le cadre de ce processus piloté par l'ARAA/CEDEAO et impliquant les OPR et les États, Inter-réseaux a renforcé son appui sur le sujet à travers :

- la participation aux différents ateliers portés par l'ARAA/CEDEAO ainsi qu'à d'autres groupes d'échanges et de réflexions sur la question des jeunesses en Afrique de l'Ouest ;
- l'appui à l'APESS dans leurs réflexions internes, en particulier sur les jeunesses pastorales.

3. Diffuser de l'information

Capitaliser, produire des connaissances, gérer de l'information sont les cœurs de métier d'Inter-réseaux. Encore faut-il les diffuser sous forme de publications, de conférences mais aussi de datavisualisation. Etre présent sur les réseaux sociaux est également un défi relevé par Inter-réseaux en 2018.

De nombreuses publications…

Suite à l'évaluation prospective des publications réalisée par C4D en 2017, le Comité de publication d'Inter-réseaux s'est réuni en juin 2018. A été acté la suppression du bulletin Inforiz dont le dernier numéro a été publié en avril 2018.

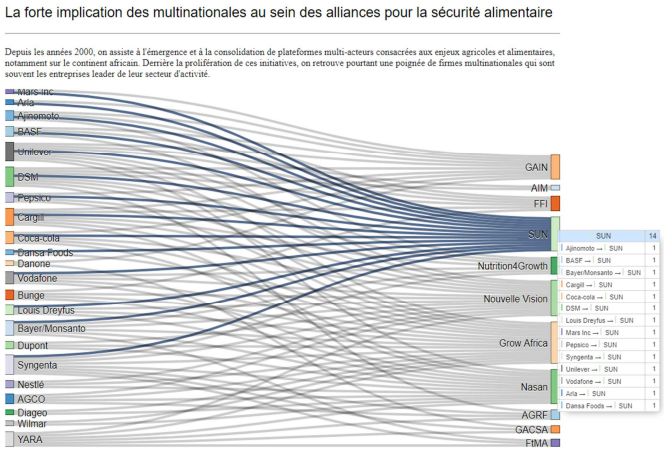
Pastoralisme

Dans le cadre du cycle thématique « pastoralisme » mis en place à la demande des membres, Inter-réseaux a été mobilisé en mai 2018 lors d'une réunion organisée par l'AFD sur les enjeux de l'élevage en Afrique de l'Ouest. Cette implication a permis la participation de deux des membres d'IR qui sont des réseaux d'Afrique de l'Ouest spécialisés dans l'élevage et le pastoralisme (APESS & RBM). Plusieurs constats ont été établis (association hasardeuse du pastoralisme aux conflits, rôle du changement climatique et de la gestion des ressources naturelles, désengagement de l'Etat, accaparement des terres, etc.). Les participants ont alors appelé les partenaires techniques et financiers à mieux cibler les actions à entreprendre en construisant une vision commune du devenir des systèmes d'élevage et de leurs adaptations dans l'espace régional. Le contenu de ce débat a aussi permis de poursuivre la réflexion sur l'élevage au sein d'IR.

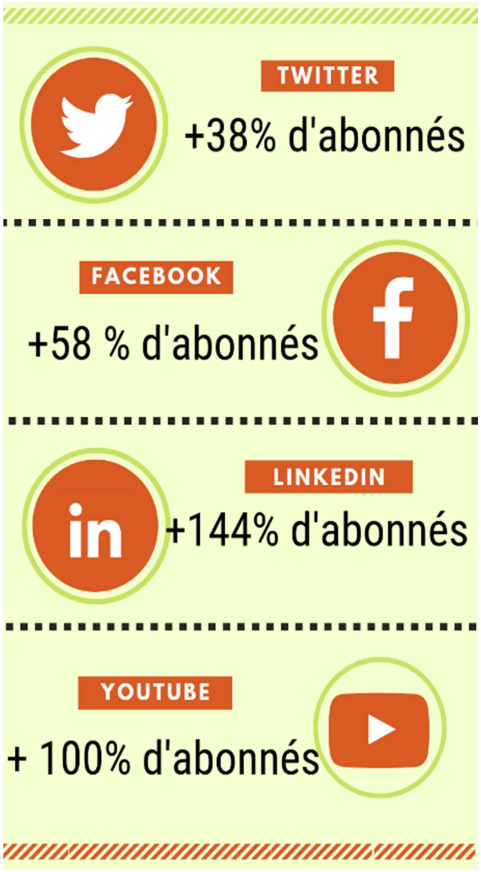
Les autres recommandations de l'évaluation seront mises en œuvre progressivement en 2019.

La datavisualisation pour partager l'information

Avec la publication de la note sur le secteur privé, l'occasion a été donnée à Inter-réseaux de développer une première expérience en matière de datavisualisation interactive. Une frise chronologique sur le rôle croissant du secteur privé dans les politiques agricoles et alimentaires (http://bit.ly/frisebds27), et trois infographies dynamiques composaient cette séries : une sur l'implication du secteur privé dans les alliances pour la sécurité alimentaire (http://bit.ly/alliancebds27), une sur l'AFAP (http://bit.ly/afapbds27), et une sur ASIWA (http://bit.ly/asiwabds27).



Une présence accrue sur les réseaux sociaux

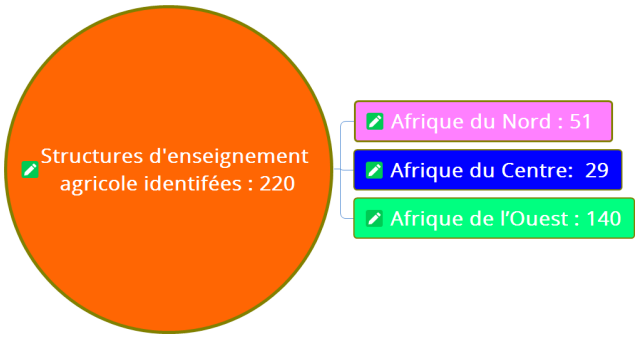


Rencontre-débat

Le 15 novembre 2018, Inter-réseaux a organisé une rencontre-débat avec Déogratias Niyonkuru, ingénieur agronome, ancien secrétaire général adjoint du SAILD et fondateur de l'organisation burundaise ADISCO. Il a présenté les conclusions de son livre *Pour la dignité paysanne* et a invité la salle à s'interroger sur les échecs répétés des tentatives de lutte contre la pauvreté et sur le choix des modèles de développement agricole en Afrique. L'enregistrement audio de la conférence-débat est à retrouver sur le site d'Inter-réseaux.

Communication et valorisation

Dans l'objectif d'améliorer sa visibilité et valoriser ses productions auprès des acteurs agricoles africains, Inter-réseaux a entamé en 2018, un processus d'identification de structures d'enseignement agricole et rural en Afrique du Nord, Centre et Ouest. Ce processus a permis d'identifier à ce jour 220 structures d'enseignement agricole dont 51 en Afrique du Nord, 29 en Afrique du Centre et 140 en Afrique de l'Ouest. Le fichier final sera mis à la disposition des membres.



Dans cette même lancée, Inter-réseaux a signé des conventions de partenariat au Burkina Faso avec l'ENESA (Ecole Nationale de l'Elevage et de la Santé Animale) et AGRINOVIA (Université Joseph Ki Zerbo).

De plus, en décembre 2018, un groupe de réflexion associant des membres et partenaires a été mis en place pour proposer une vision partagée de ce que pourrait être la valorisation de l'information au sein d'Inter-réseaux et de ces membres. Structuré en séquences thématiques, ce groupe partagera ses acquis en 2019 et s'ouvrira plus largement pour une seconde phase de réflexion.

Centre de ressource interactif Haïti

Inter-réseaux a été sollicité fin 2017 par la division ARB de l'AFD pour s'impliquer dans le projet de mise en place d'une plateforme de connaissance sur l'agroforesterie et l'aménagement des bassins versants en Haïti. Bien que cette zone soit « loin de ses bases », IR s'est mobilisé avec AVSF présent en Haïti depuis longtemps. Cet exercice, au-delà de l'intérêt pour

les acteurs haïtiens, a permis à IR de se rendre compte du défi que constitue un tel chantier mais aussi de l'enjeu de développer ce type d'outil pour les acteurs du monde rural : identifier la bonne documentation, l'enrichir de ressources venues du terrain, présenter et référencer les informations, sont les étapes franchies en 2018 qui permettent aujourd'hui à IR de pouvoir envisager de reproduire l'exercice au profit de ses membres sur certains thèmes (agroécologie, pastoralisme, etc.).

Marché à bétail de Fada au Burkina Faso – Extrait de la vidéo réalisée par Jade, IR et RBM

RAPPORT FINANCIER

Bilan et compte de résultat 2018

En tenant compte du bénévolat, le montant des produits du compte de résultat est de **742 655 € pour 2018** ce qui représente une importante augmentation par rapport à 2017. C'est le budget le plus important d'IR depuis plus de 10 ans.

2018 est la première année de la mise en œuvre de la nouvelle convention de trois ans signée avec l'AFD (division Organisations de la société civile). Ce partenariat reste très structurant car il représente 40% du budget total. A côté de cela, des partenariats ont aussi été mis en place avec la division agriculture de l'AFD. Au total, les contributions de l'État français représentent presque 60% du budget total 2018.La proportion entre les principaux postes de dépenses a peu évolué en 2018. L'augmentation des dépenses est relativement générale sur les principaux postes. La part consacrée aux ressources humaines qu'il s'agisse de personnels salariés, de bénévoles ou de prestataires reste logiquement centrale.

Avec un résultat d'exercice en positif de 675 euros, le solde des fonds propres au 31 décembre 2018 est positif à hauteur de **56 846 euros.**

Bilan 2018

BILAN ACTIF	31/12/2018	31/12/2017
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**6 172**	**5 435**
Immobilisations corporelles nettes	2 545	1 808
Immobilisations financières	3 627	3 627
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**1 056 580**	**330 923**
Créances	1 049 513	230 909
Comptes de régularisation	3 481	3 395
Comptes financiers	3 586	96 618
TOTAL ACTIF en EURO	**1 062 752**	**336 358**

BILAN PASSIF	31/12/2018	31/12/2017
TOTAL CAPITAUX PERMANENTS	**56 846**	**56 170**
Report à nouveau	56 170	54 666
Résultat de l'exercice	675	1 504
COMPTES DE TIERS	**1 005 906**	**280 188**
Dettes	246 828	68 898
Comptes de régularisation	759 078	211 289
Comptes financiers	0	0
TOTAL PASSIF en EURO	**1 062 752**	**336 358**

Compte de résultat 2018

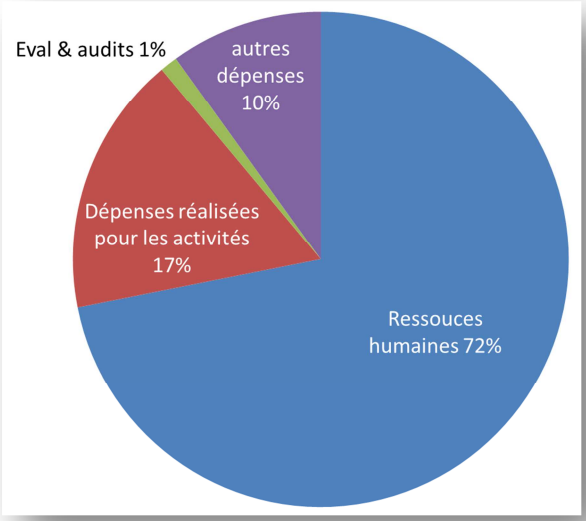
CHARGES	2018	2017
Achats	10 351	9 394
Services extérieurs	124 982	86 799
Autres services extérieurs	124 557	121 974
Impôts et taxes	2 979	3 208
Charges de personnel	267 625	240 659
Autres charges de gestion courante	140 213	60 011
Charges financières	348	431
Charges exceptionnelles	1 883	7 257
Dotation aux amortissements et provisions	1 993	3 377
Contributions en nature	67 050	33 430
TOTAL CHARGES	**741 980**	**566 539**
EXCEDENT = TOTAL PRODUITS - CHARGES	**675**	**1 504**
TOTAL en EURO	**742 655**	**568 043**

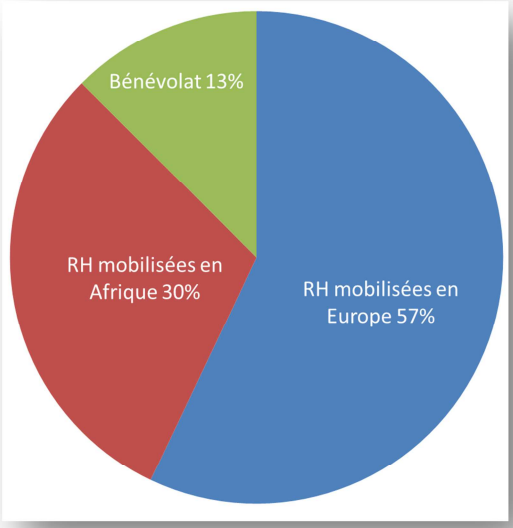
PRODUITS	2018	2017
Ressources privées	**140 666**	**215 760**
Ressources publiques	**531 086**	**314 104**
Produits divers de gestion courante	**0**	**20**
Produits financiers	**138**	**80**
Produits exceptionnels	**20**	**783**
Transferts de charges	3 695	3 867
Contributions en nature	67 050	33 430
TOTAL PRODUITS	**742 655**	**568 043**
DEFICIT = TOTAL CHARGES - PRODUITS	**0**	**0**
TOTAL en EURO	**742 655**	**568 043**

Les comptes 2018 ont été audités et certifiés par le Commissaire aux comptes mandaté par l'Assemblée générale conformément à la loi en vigueur. Il s'agit de Monsieur Olivier Lemoues du Cabinet Global Audit. Son rapport est disponible sur demande.

Présentation analytique des comptes 2018

	Emplois	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Prévisionnel 2018	Réalisé 2018
1	Investissement technique et mobilier	3 604	6 498	4 000	7 352
2	Fournitures et consommables	22 799	23 007	20 000	17 925
3	Etudes ou expertises	86 297	74 691	110 000	197 972
4	Personnel permanent	275 408	222 653	295 000	268 276
5	*Personnel bénévole en appui ponctuel*	*40 508*	*33 371*	*30 000*	*67 050*
6	Activités (animations, rencontres, etc.)	71 853	82 863	44 000	56 571
7	Outils de communication et outils pédagogiques	31 816	28 556	57 000	39 735
8	Missions de courte durée	10 142	19 629	22 000	30 094
9	Audits / évaluations	8 520	36 656	5 000	8 520
10	Autres dépenses et imprévus	8 709	5 531	4 000	3 074
11	Frais de fonctionnement associatif et du siège	40 395	33 027	49 000	45 413
TOTAL en €		**600 051**	**566 480**	**640 000**	**741 980**





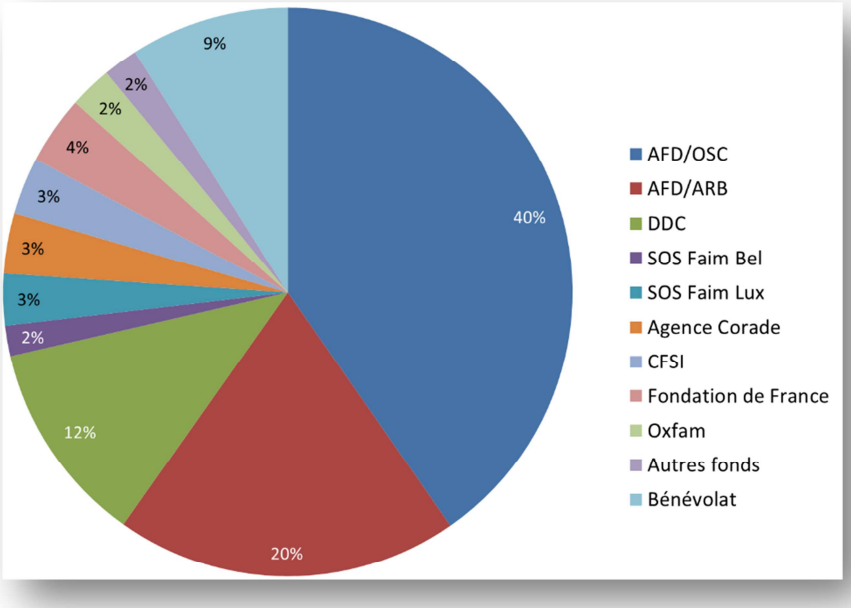
Les ressources humaines constituent le poste principal de dépenses. Cela est dû au métier d'IR. A noter qu'une partie non négligeable des ressources humaines mobilisées, au-delà des actions bénévoles, sont issues des membres. Cette mobilisation a été particulièrement marquée en 2018 en particulier pour des implications sur le cycle « conseil agricole », mais aussi des prestations pour la coopération suisse, l'appui au projet PAFAO du CFSI-Fondation de France, le travail de capitalisation sur les organisations interprofessionnelles, etc.

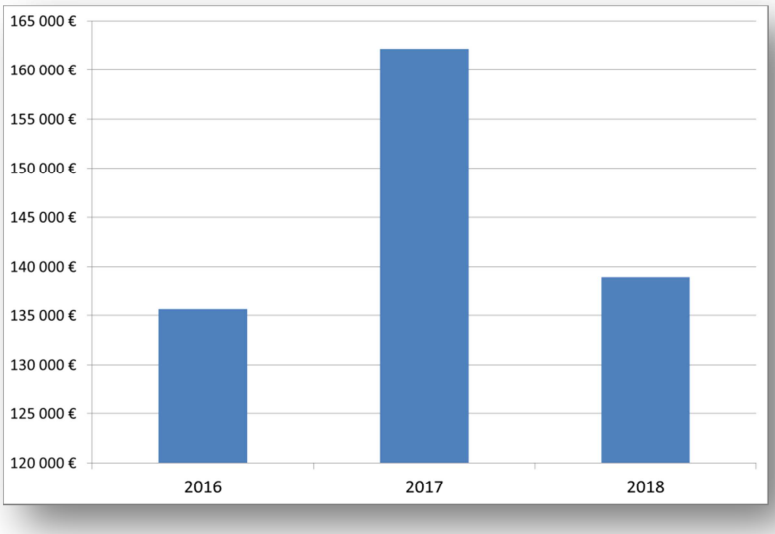
	Ressources	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Prévisionnel 2018	Réalisé 2018
1	***Ressources privées***	***229 074***	***223 722***	***214 000***	***211 569***
2	SOS Faim Luxembourg	22 752	18 171	22 000	21 829
3	SOS Faim Belgique	27 415	7 109	12 000	12 891
4	Autres membres d'IR	9 559	36 007	10 000	25 324
5	Contributions bénévoles des membres du réseau	40 508	33 371	30 000	67 050
6	Fondation de France	49 523	17 199	30 000	28 801
7	CFSI	18 012	22 501	20 000	23 958
8	Autres ONG & fondation	50 527	80 608	85 000	27 409
9	Autres ressources (adhésions, produits financiers, etc.)	10 779	8 756	5 000	4 308
10	***Ressources publiques***	***372 944***	***344 262***	***426 000***	***531 086***
11	AFD	283 200	277 600	380 000	444 115
12	DDC	78 761	61 662	38 000	86 138
13	Autres ressouces publiques	10 983	5 000	8 000	833
TOTAL en €		**602 018**	**567 984**	**640 000**	**742 655**

Le tour de table financier d'IR en 2018 a été construit à partir de 10 sources de fonds différentes.

28% des fonds proviennent de partenaires privés ce qui est moins que les dernières années.

17% des ressources proviennent des membres (y compris le bénévolat qui a fortement augmenté).





Même si le montant des fonds mobilisés à partir du bureau d'IR à Ouagadougou en 2018 est inférieur au montant collecté en 2017, le schéma ci-joint montre que, sur la durée, le bureau régional Afrique de l'Ouest a développé une capacité certaine à rechercher de financements dans la région.

Prise en compte du bénévolat

Il est légalement et comptablement possible pour une association d'évaluer financièrement l'importance du temps bénévole accordé par ses membres ou d'autres personnes. En effet, l'apport d'appuis bénévoles (membres et acteurs du réseau) est important :

- dans le champ de la veille informationnelle en participant au repérage de références pour les différents bulletins d'Inter-réseaux ;
- pour la construction, la réalisation et la finalisation des différentes publications d'IR et en premier lieu pour l'écriture des articles de *Grain de sel* qui sont tous réalisés bénévolement ;
- pour une implication sur les cycles thématiques (implication dans des réunions thématiques, débats à distance, participation au pilotage d'un cycle, etc.) et les réflexions stratégiques ;
- pour un appui sur des activités de gestion et de suivi général des activités au côté de l'équipe technique que cela soit à paris ou à Ouagadougou. Cela inclus également la mobilisation bénévole pour la préparation et l'animation de l'AG.

Au total, c'est 52 personnes qui se sont impliquées bénévolement dont 28 personnes qui ont participé à la rédaction des articles de *Grain de sel*. Ces implications bénévoles ont été évaluées à l'équivalent de plus de 11 mois de travail pour une personne à temps plein. Cela aide à matérialiser la réalité du travail en réseau et la participation importante de personnes impliquées, soit ponctuellement sur un sujet, soit de façon récurrente tout au long de l'année. Cela montre également l'intérêt des membres du réseau à contribuer au travail d'IR et à partager des savoirs.

52 personnes se sont impliquées bénévolement dont 28 personnes qui ont participé à la rédaction des articles de Grain de sel.

Merci ! ☺

L'évaluation financière de ces contributions a été construite à partir des recommandations de l'AFD. Les modes de calculs ont ensuite été présentés au Commissaire aux comptes qui les a validés. Cette valorisation qui apparaît à la fois au niveau des ressources et des dépenses a représenté pour 2018, 67 050 €.

Etat du transfert de fonds entre IR et ses membres

Dans le cadre de ses activités et dans l'esprit à la fois d'un travail en réseau, de l'application d'une règle de subsidiarité et d'appui à ses membres, IR reçoit de l'argent de ses derniers pour des missions à réaliser mais aussi il identifie des fonds pour pouvoir rémunérer ses membres pour les appuis qu'ils apportent aux missions d'IR. Dans un esprit de transparence le Conseil d'administration a souhaité que l'ensemble de ces flux financiers soient affichés dans le rapport financier et présentés lors de l'assemblée générale annuelle. Ces éléments ont également été portés à la connaissance du Commissaire aux comptes de l'association.

Liste des conventions exécutées par IR pour des membres

N°	Commanditaires	Pays	Libellés	Financement total	Fonds reçus en 2018	Date début	Date de fin effective ou prévue	Membre du CA
1	CORADE	Burkina Faso	Programme VALPAPE - TIN SUAGI	25 324,15 €	25 324,15 €	16/07/2018	31/12/2018	Oui
2	SOS FAIM Belgique	Belgique	Convention de partenariat 2018 axée sur le cycle thématique "secteur privé"	12 890,55 €	12 890,55 €	01/01/2018	31/12/2018	Oui
3	SOS FAIM Luxembourg	Luxembourg	Convention de partenariat 2018 axée sur le cycle thématique "mise en marché" et appui structurel à IR	21 828,97 €	21 828,97 €	01/01/2018	31/12/2018	Non
Total général				**60 043,67 €**	**60 043,67 €**			

Liste des conventions exécutées pour IR par ses membres

N°	Bénéficiaire	Pays	Libellés	Financement total prévu	Fonds versés pour 2018	Date démarrage	Date de fin effective ou prévue	Membre du CA
1	AFDI	France	Cycle thématique Conseil agricole (financement AFD/ARB)	4 700,00 €	3 600,00 €	01/10/17	31/03/19	Non
			Appui comptable 2018	650,00 €	650,00 €	01/01/2018	31/12/2018	
2	AVI	Burkina Faso	Cycle thématique Conseil agricole (financement AFD/ARB)	3 000,00 €	2 700,00 €	01/10/17	31/03/19	Oui
3	AVSF	France	Cycle thématique Conseil agricole (financement AFD/ARB)	1 000,00 €	600,00 €	01/10/17	31/03/19	Oui
		Haïti	Mise en place plateforme de connaissance sur l'agroforesterie et l'aménagement des bassins versants (financement AFD/ARB)	47 085,00 €	44 773,10 €	01/11/2017	30/10/2019	Oui
4	CORADE	Burkina Faso	Cycle thématique Conseil agricole (financement AFD/ARB)	3 000,00 €	2 700,00 €	01/10/2017	01/03/2019	Oui
5	DIAGNE Daouda	Sénégal	Appui capitalisation programme "Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest" (Pafao) - CFSI	11 150,00 €	11 275,00 €	01/01/2018	31/12/2018	Non
6	FERT	France	Cycle thématique Conseil agricole (financement AFD/ARB)	3 000,00 €	3 000,00 €	01/10/2017	01/03/2019	Non
7	GRANDVAL Fanny	Bénin	Capitalisation phase 1 Prog, de Développement des infrastructures Economiques et Marchandes -Suisse Contact	15 975,00 €	12 262,50 €	01/11/2017	30/06/2018	Non
8	IRAM	France	Cycle thématique Conseil agricole (financement AFD/ARB)	9 650,00 €	6 000,00 €	01/10/2017	01/03/2019	Oui
			Appui stratégique de l'IRAM auprès de IR	12 000,00 €	11 400,00 €	01/10/2017	30/09/2018	
9	ISSALA (Roger BLEIN)	France	Capitalisation dans le cadre du projet "Filets sociaux en AO" (Oxfam Araa) - Etudes Burkina, Niger & synthèse régionale	23 000,00 €	6 900,00 €	27/09/2017	30/06/2018	Non
			Appui note RPCA Pastoralisme pour les OPR	1 622,00 €	1 622,00 €	01/03/2018	30/04/2018	
			Cycle thématique "secteur privé" Note de synthèse SOS Faim	6 500,00 €	6 500,00 €	01/01/2018	31/12/2018	
10	JADE Productions	Burkina Faso	Capitalisation phase 1 Prog, de Développement des infrastr. Economiques et Marchandes -Suisse Contact DDC	25 725,00 €	15 313,33 €	01/11/2017	30/06/2018	Oui
11	LARES	Bénin	Cycle thématique mise en marché, capitalisation Organisations inter-ptrofessionnelles	18 000,00 €	6 303,00 €	01/08/2014	31/12/2018	Non
12	PELON Vital	France	Accompagnement projet Filets sociaux Oxfam Araa	3 600,00 €	3 600,00 €	01/08/2017	01/08/2018	Non
Total général				**189 657,00 €**	**139 199 €**			

LES MEMBRES D'INTER-RESEAUX DEVELOPPEMENT RURAL EN 2018

Agriculteurs français et développement international (*Afdi*)
afdi@afdi-opa.org

Afrique verte internationale (AVI)
contact@av-international.org

Association pour contribuer à l'Amélioration de la gouvernance de la terre de l'eau et des ressources naturelles (Agter)
agter@agter.org

Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en savane (Apess)
sg@apess.org

Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF)
avsf@avsf.org

Agence de Conseils, Recherche-Action et Développement d'Expertises (Corade)
corade@fasonet.bf

Mais aussi :

20 membres individuels

Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (Farm)
contact@fondation-farm.org

fert@fert.fr

Groupe de recherche et d'action sur le foncier (Graf)
graf@fasonet.bf

Innovation environnement développement Afrique (IED Afrique)
contact@iedafrique.org

Initiative prospective agricole et rurale (Ipar)
ipar@ipar.sn

Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (Iram)
iram@iram-fr.org

Le réseau des Journalistes en Afrique pour le Développement
Jadeproductions.Burkina@Gmail.Com

Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale (Lares)
lares-cotonou@lares-benin.org

Réseau BillitalMaroobé (RBM)
billital@intnet.ne

Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest (Roppa)
secretariat@roppa-afrique.org

Services d'appui aux initiatives locales de développement (Saild)
secretariat@saild.org

SNV (organisation néerlandaise de développement)
info@snv.org

SOS Faim Belgique
info.be@sosfaim.ong

SOS Faim Luxembourg
info-luxembourg@sosfaim.org

45 bis avenue de la Belle Gabrielle ; 94736 Nogent sur Marne cedex

FRANCE

Tél : 335 (0)1 43 94 73 12

Email : secretariat@inter-reseaux.org

09 BP 1571 Ouagadougou 09 - Burkina Faso

BURKINA FASO

Tél : (226) 25 36 15 57

Site : http://www.inter-reseaux.org/